

Soupçon de cartels de soumission en Suisse romande : l'Etat est-il lésé ?

Blaise Schüll (PCSI)

Le 20 janvier 2022, la Commission de la concurrence (COMCO) a annoncé avoir ouvert une nouvelle enquête portant sur de possibles ententes dans le domaine de l'entretien des routes. Des perquisitions dans différentes entreprises de cantons romands ont même été effectuées.

La COMCO dispose d'ailleurs d'indices selon lesquels quatre entreprises des cantons de Fribourg, du Jura, de Neuchâtel et de Vaud auraient conclu des accords de soumission. Pendant plusieurs années, ces entreprises auraient coordonné leurs offres et prix pour des adjudications publiques. Sont concernés les marchés publics pour l'entretien routier (enduits superficiels et gravillonnage).

Lorsque des entreprises s'accordent sur les prix à soumettre lors d'un appel d'offres ainsi que sur l'entreprise qui est censée remporter l'appel d'offres, ces entreprises forment un cartel de soumission illicite. Ils nuisent ainsi tant à l'économie qu'aux pouvoirs publics.

Notons que l'enquête n'en est qu'à ses débuts et devrait durer environ deux ans.

D'où nos questions au Gouvernement :

1. **Dans les activités concernées par l'enquête, quel montant est dépensé en moyenne annuellement par l'Etat jurassien ?**
2. **L'Etat jurassien peut-il être potentiellement lésé ?**
3. **Cas échéant, comment l'Etat va-t-il procéder pour obtenir réparation ?**
4. **Les communes jurassiennes peuvent-elles être également potentiellement lésées ?**

Blaise Schüll (PCSI)

Co-signataires

- Sophie Guenot (PCSI)
- Ismaël Vuillaume (PVL)
- Emilie Moreau (PVL)
- Vincent Eggenschwiler (PCSI)
- Patrick Chapuis (PCSI)
- Quentin Haas (PCSI)
- Vincent Hennin (PCSI)
- Alain Beuret (PVL)
- Thomas Schaffter (PCSI)
- Géraldine Beuchat (PCSI)
- Suzanne Maitre-Schindelholz (PCSI)
- Vincent Wermeille (PCSI)

Intervention déposée officiellement le 26 janvier 2022

Documents annexés

- QE - soupçons de cartels.pdf

Soupçon de cartels de soumission en Suisse romande : l'Etat est-il lésé ?

Le 20 janvier 2022, la Commission de la concurrence (COMCO) a annoncé avoir ouvert une nouvelle enquête portant sur de possibles ententes dans le domaine de l'entretien des routes. Des perquisitions dans différentes entreprises de cantons romands ont même été effectuées.

La COMCO dispose d'ailleurs d'indices selon lesquels quatre entreprises des cantons de Fribourg, du Jura, de Neuchâtel et de Vaud auraient conclu des accords de soumission. Pendant plusieurs années, ces entreprises auraient coordonné leurs offres et prix pour des adjudications publiques. Sont concernés les marchés publics pour l'entretien routier (enduits superficiels et gravillonnage).

Lorsque des entreprises s'accordent sur les prix à soumettre lors d'un appel d'offres ainsi que sur l'entreprise qui est censée remporter l'appel d'offres, ces entreprises forment un cartel de soumission illicite. Ils nuisent ainsi tant à l'économie qu'aux pouvoirs publics.

Notons que l'enquête n'en est qu'à ses débuts et devrait durer environ deux ans.

D'où nos questions au Gouvernement :

- 1. Dans les activités concernées par l'enquête, quel montant est dépensé en moyenne annuellement par l'Etat jurassien ?**
- 2. L'Etat jurassien peut-il être potentiellement lésé ?**
- 3. Cas échéant, comment l'Etat va-t-il procéder pour obtenir réparation ?**
- 4. Les communes jurassiennes peuvent-elles être également potentiellement lésées ?**

Nous remercions le Gouvernement pour ses réponses.

Delémont, le 26 janvier 2022

Pour le Groupe PCSI-Vert'Lib
Blaise Schüll

Cosignataires en annexe.



Cosignataires



Emilie Moreau



Alain Beuret



Ismaël Vuillaume



Suzanne Maître



Géraldine Beuchat



Thomas Schaffter



Vincent Hennin



Quentin Haas



Sophie Guenot



Vincent Eggenschwiler



Patrick Chapuis



Vicent Wermeille